F.S.U.

COMPTE RENDU RENCONTRE CHRISTIAN LERMINIAUX
Vendredi 10 avril 2015

Le 9 décembre 2014, Geneviève FIORASO alors Secrétaire d'État de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, missionnait Christian LERMINIAUX pour expertiser l'opportunité « *de la mise en place d'une filière professionnelle post-bac offrant un parcours spécifique et adapté aux Bacs Pros et leur permettre d'accéder à un diplôme de niveau III, puis le cas échéant à une licence professionnelle suivie dans certains cas d'une formation plus longue grâce à des passerelles vers des masters ou écoles d'ingénieurs.* »
Dans sa lettre de mission Geneviève FIORASO, précisait même que cette voie nouvelle déboucherait sur un " Brevet Professionnel Supérieur ".

A l'issue d'une première réunion avec les syndicats concernés (SNUEP, SNESUP, SNETAP, SNES) le 9 février 2015, la FSU largement concernée par la question, avait demandé à être reçue par Monsieur LERMINIAUX.

Cette rencontre a donc eu lieu le 10 avril à l'École Nationale de la Chimie. Étaient présents :

- pour l'administration : Christian LERMINIAUX, Anne GASNIER (inspectrice générale de l'éducation nationale - économie et gestion), Amaury FLEGES (inspecteur général de l'administration de l'éducation nationale).
- pour la FSU : Pierre CHANTELOT (SNESUP), Guy FRIADT (SNES), Olivier BLEUNVEN et Serge PAGNIER (SNETAP) – Le SNUEP qui a participé à la préparation de cette réunion ne pouvait être présent ce jour-là.

Les chargés de mission ont d'abord présenté la méthode de travail retenue et ont fait un point d'étape. Le rapport d'opportunité doit être rendu au début du mois de juin (un rapport d'étape ayant déjà été remis en mars).
Leur travail a commencé par un état des lieux sur la situation des nouveaux diplômés à l'issue du Baccalauréat professionnel, leur situation l'année qui suit le diplôme (quelle poursuite d'étude ? Quelles offres ? …).
Actuellement ce sont environ 200 000 Bacheliers Pro par an, un chiffre important, mais qui ne sont pas stabilisés sur l'insertion. Ils constatent une difficulté d'appréciation de ces chiffres.
Sur 800 000 jeunes, 640 000 sont bacheliers et donc 160 000 sont ailleurs (CAP …).

Ils ont également analysé les flux (170 000 Bacheliers Pro en 2010 – 200 000 en 2014) et la répartition de ces flux (30 000 bacheliers supplémentaires diplômés en 2013 et seulement une augmentation de 2000 Bac Pro à l'entrée en BTS). Ils ont fait un suivi sur APB des écarts entre spécialités, les territoires, la formation.

Ils se sont particulièrement appuyés sur les académies de Lyon, Grenoble et Versailles qui ont produit pas mal de chiffres.
Ils ont également regardé les répartitions entre les départs vers la vie active (42 %) et les poursuites d'études (58 % - Toute poursuite d'études sauf privé hors contrat) à l'issue du Bac Pro; une proportion qui évolue peu ces dernières années.
Si une évolution est à constater c'est celle de l'augmentation du chômage après le Bac Pro … mais une augmentation là encore proportionnelle aux autres diplômes (un peu moins avec les diplômes du Sup). On constate selon eux un écart de 20 % entre apprentissage et autre, au bénéfice de l'apprentissage.

Ils ont enfin observé le nombre de jeunes en difficulté à l'issue du Bac Pro (une part grandissante sans réussite dans le sup, chômage – il y a une difficulté de retours d'information avec les formations privées hors contrat). Mais ils n'ont pas regardé en amont du diplôme ni dans la formation. Ce n'était pas leur commande..

Ces différentes observations les amènent à faire plusieurs constats :
1 - un manque de Bac Pro et STS dans le secondaire (industriel) il y a un manque de diplômés dans ces filières.
Pour le tertiaire le problème est différent avec deux blocs qui se distinguent :

- métiers de l'hôtellerie et logistique il y a de gros besoins
- métiers de l'assistanat et vente il y a moins d'emplois. Il y a de très faibles besoins liés à l'assistanat au niveau III et en vente il y a de moins en moins de débouché pour les bac Pro. Les BTS sont préférés. La formation joue alors un rôle social important.

2 - un manque de mobilité des jeunes en formation professionnelle. C'est un problème et il faudra travailler sur cette mobilité (logistique et financier).
Sur ce point la FSU a rappelé qu'il s'agissait aussi d'un problème d'aménagement du territoire et d'un problème lié au Bac Pro 3 ans avec des publics plus jeunes. Il souligne également le problème des lycées des métiers qui a cylindré les formations en réduisant le maillage des formations sur l'ensemble des territoires.

3 - un rajeunissement de la population des Bacs Pros lié à la formation en 3 ans et à la disparition du redoublement, ce qui pose plusieurs difficultés : moins de mobilité, une orientation plus difficile car moins de maturité et donc de projection vers la vie active, pas de permis de conduire donc recherches de stage, d'apprentissage ou de travail plus difficiles, problèmes de dérogation machines dangereuses, … Plus on est jeune et moins on a envie d'aller en apprentissage, on veut rester à l'école.

4 - après une première entrée dans le supérieur il n'y a plus de marqueur pour les étudiants issus de Bac Pro, « on est blanchi », on oublie votre cursus préalable (un Bac Pro après un BTS s'insère sans problème dans une poursuite d'étude ou la vie active). Le taux de réussite des bac Pro à l'université est très faible : 3,5 % réussissent une L1,

5 - une expérimentation de classe prépa à une dizaine d'étudiants issus de Bac Pro, en dehors du coté exceptionnel, revaloriserait l'image du Bac Pro.

La FSU rappelle d'abord que s'il y a une question aujourd'hui autour de la création d'un diplôme de niveau III spécifique à savoir le BPS c'est parce qu'il y a un constat d'échec des bacheliers pro dans le supérieur (surtout à l'université – 3,5% de taux de réussite pour les bacheliers pros dans les formations universitaires).
Il est donc nécessaire de réinterroger la réforme de la voie professionnelle car au delà de l'échec dans la poursuite d'étude il y a d'abord un échec dans la formation elle même. Elle rappelle qu'elle milite d'abord pour le retour d'une formation en 4 ans pour tous les élèves en difficulté.

Mais si la question d'une voie spécifique pour les Bacs Pros peut être posée, pour autant la réponse ne peut être celle d'un nouveau diplôme fortement lié au professionnel et à l'alternance qui apparaîtrait comme une voie de garage.
La FSU s'interroge sur une commande qui ne semble émaner ni des professionnels (qui voient dans le BTS un diplôme très intéressant en terme d'insertion), ni des familles (qui craignent une stigmatisation des jeunes qui s'engageraient dans cette voie), ni de l'enseignement supérieur. Faut-il y voir un artifice du gouvernement pour cacher l'échec d'une réforme mise en œuvre par la droite et de laquelle il n'arrive pas à sortir ?

Pour la FSU l'affichage de quelques classes prépa est réductrice. C'est réinventer une 4ème année de formation pour quelques uns (et pas obligatoirement pour ceux qui en ont le plus besoin) : ne réduisons pas une 4ème année pour quelques un, mais ouvrons la pour tous ceux qui en ont besoin.

Pour la FSU il faut interroger l'existant (BTS, DUT, …). Des expérimentations (entrée des BTS en L2, classes passerelles, …) et des propositions (Licence en 4 ans avec étalement des cours et pédagogie adaptées aux nouveaux publics) existent, Elles doivent être regardées avec intérêt pour permettre la réussite des élèves de la voie pro qui souhaitent poursuivre leurs études.

Par exemple à Lille, une entrée avec un Bac pro en L1 mais avec une phase individuelle dans une licence avec 180 ECTS mais sur 4 ans.
Il y a aussi l'entrée en L2 mais avec un BTS puis passage en L3 ou licence Pro.

Il ne faut pas mentir aux familles et aux élèves. Le Bac Pro n'est pas une voie classique pour la poursuite d'étude, la construction des savoirs n'est pas la même que dans la voie générale. Pour autant l'institution se doit de permettre à tous les jeunes de réussir et donc trouver des réponses à la volonté des Bacheliers professionnels de poursuivre leur cursus.

Monsieur Christian LERMINIAUX concède que si le BPS est bien dans sa lettre de mission, et même s'il reste encore 2 mois et demi avant de rendre le rapport final, il constate déjà un manque de lisibilité de ce BPS qui ne ressort pas de leurs préconisations.

Il apparaît qu'un des inconvénients de la voie professionnelle vient de la suppression des passerelles. Il faut les reconstituer. De même avec la disparition de la première d'adaptation (par exemple que le STI2D glisse vers le bac général, idée soutenue par certains).

En 2014 nous sommes à l'étiage de 200 000 bac Pro et ce chiffre semble se stabiliser.
Le compteur à 7 mois sur l'insertion ne nous permet pas une vue sur l'insertion de cette dernière promo, mais nous avons de forte inquiétude car il y a beaucoup plus de Bacs Pros que d'emplois, et moins d'entrée en BTS.

Dans le secteur du secondaire (industriel) il n'y a pas trop de critiques car il y a encore la maîtrise du geste (dixit UIMM). Dans le tertiaire c'est plus compliqué car plus conceptuel (filière par rejet).

Le double objectif du Bac Pro est réaffirmé : entrée dans l'emploi et poursuite d'étude. Faut-il alors arrêter de segmenter les lycées professionnels et les lycées généraux ? Y-a-t-il une solution dans cette voie ?

Il y a une difficulté sur les petits flux de spécialités. Une réflexion sur le sujet est en cours (un rapport de IGEN) et doit sortir sous peu.
On constate qu'a l'issue du Bac Pro les 1er vœux d'orientation vont vers les BTS par apprentissage.
Enfin on constate qu'en BTS production, l'apprentissage permet une meilleur réussite (par contre c'est l'inverse dans le tertiaire).
Au regard de ces différents éléments la question du mixage des publics doit être posée. Elle peut être une solution avec un financement vertueux de l'apprentissage.

Les BTS hors contrat explosent mais les chiffres sont très compliqués à récupérer. L'IGEN est alerté. Il y a une grande opacité surtout dans le tertiaire.

Il ne faut pas de seuil de Bac Pro (contingent) car on constate qu'au-dessus de 70 % de Bac Pro, tous les autres fuient les formations mais en-dessous de 15 % il n'y a plus d'intégration des Bacs Pros.

La FSU défend la primauté au public mais s'oppose très clairement à la mixité (sur les statuts) des publics (et des parcours). Cela pose plusieurs problèmes :
*** d'abord sur l'intérêt pédagogique de cette mixité. Des expérimentations montrent les difficultés que cela pose dans le fonctionnement de la classe et on constate que ce sont toujours les élèves qui doivent s'adapter au rythme de l'apprentissage.**
*** ensuite sur le financement différent entre l'apprentissage et le scolaire.**

Concernant une moins bonne adéquation formation / emploi dans le tertiaire il faut être prudent sur les constats. Les flux dans le secteur des services à la personne sont important et les difficultés des élèves sont prégnantes (avec beaucoup d'orientation par défaut). Ces éléments troublent le résultat de ces formations. On ne tient pas compte des besoins particuliers et supplémentaires de beaucoup de ces élèves.

La FSU souligne que le lycée général et le lycée professionnel ont des enjeux différents, autant de noblesse dans chaque formation mais ils n'ont pas les mêmes objectifs.

Pour la FSU le constat d'une plus forte demande de BTS par apprentissage en 1er vœu en sortie de Bac Pro doit être vérifié.
Il faut souligner que le BTS est plus compliqué par l'apprentissage alors que les élèves réagissent souvent à l'inverse : une voie plus facile selon eux car moins scolaire … pourtant le diplôme est le même et demande donc beaucoup de travail individuel.